

Enbat

relevons le défi ELA

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
20 octobre 2011
n° 2199
1,30 €

**Martine
Bouchet**

**IKEA
anti
développement
durable**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Reculer pour mieux sauter

C'ÉTAIT sa promesse phare de la campagne pour les élections au Parlement autonome d'Écosse du 5 mai dernier: un référendum sur l'indépendance serait organisé avant la fin de la législature, en 2014 ou 2015. L'engagement d'Alex Salmond, chef du Scottish National Party avait eu un écho favorable auprès des électeurs. Avec 69 sièges sur 129, le SNP décrochait pour la première fois la majorité absolue au parlement de Holyrood. Avec ce succès historique, le leader indépendantiste de centre-gauche qui dirigeait un gouvernement minoritaire depuis les élections 2007, se voyait renforcé dans sa volonté de consulter les Écossais sur leur devenir institutionnel.

Dans une interview accordée au *Guardian* la semaine dernière, Alex Salmond a réaffirmé sa détermination. La question de l'indépendance de l'Écosse sera bien soumise aux Écossais dans les délais prévus. Mais elle sera assortie d'une deuxième option: une autonomie financière et fiscale totale pour l'Écosse, tout en restant membre de la Grande-Bretagne. Depuis la loi de Dévolution de 1997, ratifiée par référendum, le gouvernement autonome d'Edinburgh régit l'éducation, la santé, la police, la justice, les transports, l'environnement et la fiscalité locale. Si devaient s'y ajouter la maîtrise fiscale et financière, le statut écossais serait, et de loin, l'un des plus avancés d'Europe, ne laissant au pouvoir central que la défense, les affaires étrangères et la contribution à l'UE.

Pour certains, offrir une option de secours lors du référendum ressemble à une reculade ou à une trahison. Pas si simple! Alex Salmond est un homme politique avisé et pragmatique. Les dernières enquêtes d'opinion sont loin de donner une majorité en faveur de l'indépendance. Entre 35 et 40% des Écossais soutiendraient la scission, pourcentage relativement stable depuis quel-ques années. En même temps, les citoyens des Highlands se montrent très satisfaits de la façon dont le SNP gère les compétences qui sont dévo-

lues au gouvernement autonome. D'autant plus que la politique sociale de l'équipe de Salmond tranche nettement avec les coupes sombres que le parti conservateur de Cameron effectue à Londres dans les dépenses de santé, d'éducation ou de protection sociale. Mais ils ne sont pas prêts à se séparer totalement du reste du Royaume-Uni.

Les mêmes enquêtes montrent que les deux tiers des Écossais approuveraient la seconde option, celle d'une indépendance fiscale et financière, tout en restant membres du Royaume-Uni. En envisageant une solution de repli, qui aurait pour l'heure les faveurs des électeurs, Alex Salmond a un double objectif. Celui de se donner un peu de temps pour apporter à ses concitoyens la preuve qu'une Écosse financièrement indépendante est viable et préparer ainsi les esprits à franchir le dernier pas. Celui aussi de priver d'arguments les opposants à l'auto-détermination, en Écosse et surtout en Angleterre, qui l'accusent de mener son pays vers l'aventure.

Tories et Libéraux démocrates qui forment la coalition au pouvoir à Londres ont promptement allumé un contre-feu à l'annonce d'Alex Salmond. Ils ont émis l'idée d'une sorte de fédéralisme fiscal s'étendant à l'ensemble du royaume qui empêcherait tout traitement de faveur pour les autonomies, qu'elles soient Écossaise ou Galloise. Mais précisément, cette «*fédéralisation*», contraire aux statuts de dévolution existants, serait difficilement applicable.

Dès lors, l'option du «*devo max*» (dévolution maximum) comme on appelle outre-Manche la proposition de Salmond pourrait bien ouvrir la voie —et les esprits— à l'indépendance d'un pays rattaché à la couronne britannique depuis 1603, lorsque Jacques VI d'Écosse hérita de la couronne d'Angleterre et devient roi du Royaume-Uni sous le nom de Jacques I^{er}. Reculer pour mieux sauter, en somme.

Bestek baino gehiago egin behar ?

NOLA ez buruan ukan galdera hau, ikustearekin eta konparatzearekin Euskal Herriko eta inguruko gertakariak. Bestek baino gehiago egin behar ote dugu, entzunak izaiteko? Bi adibide. Lehenik, nola ez aipa frantses alderdi sozialistaren presidentzialetako hautagaiaren lehiaketa. Frantzia mailan, bi milioi zazpiehun mila hautesle pasaturik, hurbildu dira Alderdi Sozialistak antolatutako dituen bozka lekuetatik, kantonamendu guzietako herri nagusietan eta herri handietako auzo desberdinetan. Iduriz gertakari ederra. Sozialistek ez dute aski hitz balentria honen laudatzeko eta UMPko arduradunek, Parisekoek partikulazki, bozketaren indarra ahultzeko. Horrek ere, zerbait erran nahi. Gure departamenduan, sozialistek, plazer handiz, azpimarratu dituzte emaitzak: lehen itzuliko hogeita zazpi mila, eta bigarreneko beste hainbeste, botoa eman duten hautesleak. Demokraziaren garaipena, gizartearen inplikazioa, zer ez da entzun. Behar bada gauza egiak, behar bada gauza normalak, behar bada erran behar diren gauzak, baina orduan... Nola ez, eta zergatik ez egin konparaketa bat Baterak joan den 2010ko martxoan antolatu zuen kontsultarekin? Euskal Herria lurralde elkargo baten alde zirea? Hogeita hamasei mila hautesle erantzun zioten Baterari. Iparraldeko (departamendu erdia baino guttiago) hogeita hamasei mila hautesle zuten bozkatu. Konparaketa hobeki neurtzeko, ohartu behar

gira hamabi mila kidek dutela, Euskal Herrian, parte hartu sozialisten arteko lehiaketan. Bateran baino hiru aldiz guttiago. 2010ko Bateraren kontsultan, hogeita zazpi mila hautesle «*bai*» erantzun zuten. Hogeita zazpi mila: departamendu mailan bozkatu duten kopurua. Alde batetik, hogeita hamasei mila bakarrik Euskal Herrian eta bestetik, hogeita zazpi mila departamendu guzian. Sozialista gutti, arduradun politiko gutti, izan ziren Bateraren arrakasta azpimarratzeko. Egia da, inflazioa hortik pasatu dela! Bigarren adibide bat. Astelehen honetan, Donostian, Bakearen Konponbidea Sustatzeko Nazioarteko Konferentziak, Donostian, bildu ditu Kofi Annan Nazio Batuen Erakundeko idazkari nagusi ohia, Gro Harlem Brundtland Norvegiako lehen ministro ohia, Bertie Ahern Irlandako lehen ministro ohia, Pierre Joxe Frantziako Barne ministro ohia, Gerry Adams Sinn Feineko presidentea, Jonathan Powell Erresuma Batuko kabineteko buru ohia eta horiekin batera Euskal Herriko hainbat alderdi eta sindikatuetako ordezkari izango dira: EAJ, Ezker Abertzalea, PSE-EE, Aralar, EA, Abertzaleen Batasuna, EB, Alternatiba, UMP, PSF, Modem, Geroa Bai, Ezkerra, ELA, LAB, CCOO, UGT eta CFDT... Zer behar da gehiago, zerbait gertatzen ari dela ikusteko? Zer behar da gehiago nahi hori laguntzeko behar diren erabakien hartzeko? Egia da batzuen agerikotasunak besten estakuruak direla...



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Le Président dans son labyrinthe

● David Lannes

« **5** 00 ans de résistance indienne non pas été vains. Nous sommes là, et nous disons que nous avons conquis le pouvoir pour mettre un terme à l'injustice, l'inégalité et l'oppression que nous avons subies » promettait Evo Morales, le premier président indigène de Bolivie, lors de son élection en 2005. Son combat pour la défense du mode de vie des peuples autochtones l'ont rapidement conduit à s'impliquer activement dans la lutte contre le réchauffement climatique. Après l'échec du sommet de Copenhague en 2009, il avait organisé une «*Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre mère*» et milité pour la création d'une «*Cour internationale de justice climatique*». En 2009, il parvint à faire approuver une nouvelle constitution «*plurinationale*» imposant une représentation de tous les peuples autochtones à l'Assemblée (pluri)nationale; quelques mois plus tard, il était réélu triomphalement. C'est pourtant ce même homme qui est aujourd'hui cloué au pilori par de nombreuses associations indigènes et écologistes...

Dans un récent article au *Monde Diplomatique*, le vice-président bolivien, Alvaro Garcia, théorise la baisse de popularité d'Evo Morales et l'attribue à quatre «*contradictions*» de la révolution bolivienne:

1) Le «*gouvernement des mouvements sociaux*» doit dépasser «*la confrontation entre l'Etat (en tant que machine à centraliser les décisions) et le mouvement social (en tant que machine à les décentraliser et à les démocratiser)*».

2) Si le mouvement révolutionnaire exige «*la cohésion des classes travailleuses*», sa consolidation exige aussi que «*l'ensemble de la société considère que sa situation progresse lorsque ces classes dirigent le pays*».

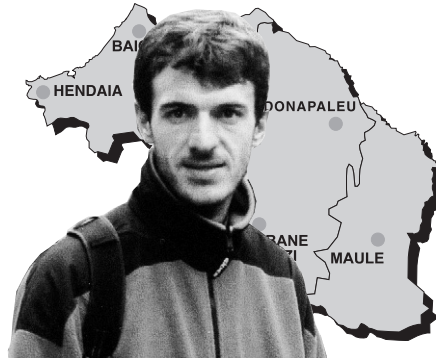
3) Depuis la réélection de M. Morales, le mouvement social converti en pouvoir d'Etat est sorti de sa «*phase jacobine*» défensive et des tensions en son sein naissent de «*la confrontation entre l'intérêt général et celui, particulier, d'un groupe, d'un secteur ou d'un individu*».

4) Le gouvernement a besoin des bénéfices engendrés par l'industrialisation, mais «*toute activité industrielle a un coût environnemental*».

Il est sain qu'un vice-président réfléchisse de la sorte aux orientations prises par le pouvoir qu'il soutient, et personne ne saurait nier l'inévitabilité de ces quatre «*contradictions*». Elles n'en exonèrent pas moins Evo Morales de toute responsabilité.

Ambiguïtés

Un projet autoroutier porté par le gouvernement bolivien est la cause directe d'une grande partie des difficultés de M. Morales et le révélateur de certaines de ses ambiguïtés. Plus de 300km de route devraient en effet relier avant 2014 les départements de Cochabamba et Beni, en balafrant le Territoire indigène et parc national Isiboro Secure (TIPNIS). Le vice-Président Alvaro Garcia a dû voir dans l'opposition à cette «*priorité absolue, qui permet aussi d'offrir les services de base à des populations trop longtemps*



oubliées» l'archétype de la «*troisième contradiction*» évoquée plus haut. Mais Evo Morales a de toute évidence maladroitement exacerbé la première en court-circuitant la consultation obligatoire des réserves indigènes pour tout projet de développement sur leur territoire — une mesure qu'il avait pourtant lui-même imposée dans sa constitution de 2009! En guise de protestation, un millier d'indiens se sont mis en marche le 15 août pour rallier La Paz; le 25 septembre, cette marche était durement réprimée par la police. Devant le tollé suscité par cette mesure brutale, trois ministres démissionnaient et M. Morales annonçait la suspension du projet autoroutier.

Marche arrière

Tout porte à croire que cette suspension n'est que conjoncturelle puisque Morales était déterminé à construire cette route «*que les indigènes le veuillent ou pas*». Pourtant, il ne semble pas clair qu'en l'occurrence, «*les bénéfices de l'industrialisation*» l'emportent sur le «*coût environnemental*». Selon une étude de la Fondation Natura, cette route pourrait entraîner dans les 20 prochaines années la destruction de 64,5% de la couverture végétale du TIPNIS. Et les principaux bénéficiaires de cette route ne sont malheureusement pas à chercher parmi les tribus du TIPNIS, mais plutôt du côté des cultivateurs de coca et du Brésil. Les premiers pourront en effet multiplier les plantations et ne s'y trompent pas en soutenant activement le projet. Ancien représentant des cocalleros, M. Morales n'aide pas à écarter les soupçons de favoritisme en déclarant «*je ne me suis jamais considéré comme le premier président indigène, mais comme le premier président syndicaliste*»... A plus grande échelle, cette route initialement conçue comme composante d'un «*corridor transocéanique*» par le FMI permettrait au Brésil d'exporter ses produits vers l'Asie depuis des ports péruviens ou chiliens. C'est d'ailleurs une banque brésilienne qui assure son financement...

L'objectif d'Evo Morales n'est bien sûr pas de sacquer son pays et de le cribler de dettes pour enrichir des puissances étrangères. Il est persuadé que cette route contribuera à la souveraineté alimentaire, une obsession qui avait déjà fait vaciller ses convictions anti-OGM en juin dernier. Devant les protestations de plusieurs organisations paysannes, indigènes et écologistes, M. Morales avait sur ce dossier aussi fait marche arrière, se contentant de créer «*un comité de biosécurité pour évaluer et analyser les problèmes que posent les OGM*». Evo Morales reste donc encore sensible à l'expression des mouvements sociaux qui l'ont porté au pouvoir. Puissent-ils lui servir de fil d'Ariane pour sortir de son labyrinthe de contradictions...

●●● que le Garde des Sceaux Michel Mercier propose son directeur de cabinet comme futur procureur de Paris, poste éminemment sensible en ces temps d'affaires de corruption. Le garde a tellement de sots qu'il ne sait plus où les mettre.

●●● pas tant que ça que le débat Aubry-Hollande de mercredi soir ait été regardé par 5,8 millions de téléspectateurs, pendant que 10 autres millions regardaient la série *Mentalist* sur TF1 au même moment. Lesquels se sont endormis avant la fin?

●●● que Jean Castaing qui n'a pas digéré sa déculottée des sénatoriales de septembre quitte l'UMP en lui reprochant son manque de soutien. Avec Michel Inchauspé à l'hospice, Jacky Coumet reclus dans son atelier de peinture, et maintenant Castaing au rencart, le RPR d'Iparralde sent de plus en plus la naphthaline.

●●● et attristé de la défaite de 14 Gallois, pleins de jeunesse et d'enthousiasme, faisant honneur au magnifique tempérament Celte, face à 15 Français, aussi insuffisants que suffisants, en demi-finale de la coupe du monde. Avant que le coq n'ait chanté deux fois, tu auras renié ton rugby trois fois.

●●● de l'inélégance d'Harignordoquy devant les journalistes anglophones en Nouvelle-Zélande, notamment Eddie Butler du *Guardian*, ancien international Gallois, au demeurant francophile et parfait francophone, à qui il a lancé: «*les questions en anglais ça suffit*» avant de quitter la salle. Ce n'est pas parce qu'on est fils de maquignon qu'il faut prendre les gens pour des veaux.



Ikea, l'anti développement durable

Passée l'effervescence autour de la conférence de presse d'Ikea du mois d'avril 2011 et, après les déclarations de satisfaction des maires des trois communes concernées (Mouguerre, Saint-Pierre-d'Irube et Bayonne) on a pu penser que le projet Ikea était quasiment fait, puisqu'il était annoncé qu'on entrait dans «la phase opérationnelle du projet». Mais le projet suscite des remous, et l'ouverture d'Ikea, annoncée pour juin 2014, semble ne pas suivre le planning annoncé. Pourquoi?

Martine Bouchet, présidente de Mouguerre Cadre de vie, nous en donne les raisons.

La guerre autour des centres commerciaux

VOICI le rappel du projet Ikea en quelques chiffres: il s'agit de construire un magasin Ikea de 24.000 m² (pour mémoire, un magasin de type Conforama a une surface moyenne de 3.700 m²) et une galerie commerciale attenante à ce magasin de 32.700 m² comprenant un magasin Carrefour de 5.000m². Les nombreux res-

taurants prévus ne sont pas comptés dans ces m². En comparaison, le BAB2 couvre 35.700 m² et est donc à peu près équivalent. Pour ne pas laisser à d'autres les bénéfices de son attractivité auprès des consommateurs, Ikea veut être le propriétaire de ce centre commercial, dont il possèdera les murs et pour lequel il fera payer des loyers.

Les constructions des deux structures (magasin Ikea et son centre commercial) sont donc liées, et c'est de là que vient le premier problème pour Ikea. En effet, d'autres projets d'importance sont annoncés, et le porte-monnaie des consommateurs n'étant pas extensible, tous ces projets ne seront pas viables. Il y a le projet d'Ondres (80.000 m²), qui n'est qu'à 10 km par l'autoroute, et celui de Saint-Geours-de-Marenne dans le sud des Landes (70.000 m² prévus). A proximité également, le BAB2 qui a la volonté de s'agrandir, et le centre commercial Carrefour de Tarnos.

On peut donc parler de guerre commerciale. La presse s'est fait l'écho d'un recours de l'un des deux propriétaires du BAB2 (Unibail-Rodamco) contre le projet Ikea au niveau de la CNAC (Commission Nationale d'Aménagement commercial). Et de guerre entre élus qui espèrent des rentrées fiscales. Ils se battent pour attirer les emplois chez eux et alimenter les finances de leurs communes, sans se préoccuper d'avoir une vision plus large et plus harmonieuse du territoire, qui favoriserait des productions et des consommations locales. Et pour prendre ce pactole au détriment des communes voisines, ils déroulent le tapis rouge: les terrains publics ont été ven-

due à Ikea pour 10 euros le m², prix imbattable pour un terrain qu'on rend constructible et qu'on viabilise, et les communes dépensent plus de 5 millions d'euros d'argent public rien que pour les aménagements des routes d'accès. Dans cette guerre que se livrent les élus et les promoteurs de grandes surfaces entre eux, quel

Ikea, un mode de vie consommation à l'ex

IKEA est l'inventeur du concept de «carton plat»: les meubles sont vendus à monter, et transportables par les clients dans des cartons plats. C'est aussi la première entreprise qui est partie s'installer en Chine, pour délocaliser la production vers des pays où la main d'œuvre coûte



Maquette du futur ensemble commercial Ikea

bien moins cher qu'en Europe, mais travaille aussi dans des conditions critiquables. Si le meuble Ikea bon marché, portait la mention «fabriqué par un enfant», le concept aurait peut-être eu moins de succès...

Le système Ikea s'articule donc autour du transport: transport des meubles fabriqués très loin des lieux de vente, mais aussi transport des clients, puisque Ikea construit de gigantesques magasins, attirant les clients jusqu'à une heure de route par autoroute. Ainsi, la «zone de chalandise» de l'Ikea de Bayonne ira jusqu'en Hegoalde, jusqu'à Pau et Mont-de-Marsan. Ikea attend 8 millions de visiteurs par an sur Ametzondo, soit 3.400 véhicules / heure le vendredi soir et le samedi. Il est dorénavant reconnu qu'il est urgent de baisser les émissions de CO², et donc les transports. Ikea va totalement à l'encontre de cette nécessité. Leur marketing autour de ce thème essaie de redonner bonne conscience à leurs clients: publicité autour du covoiturage, quelques panneaux solaires sur le toit du magasin, mur végétal etc. Mais ce ne sont que des rustines évitant de s'attaquer au cœur du fonctionnement même du système.



Martine Bouchet
présidente de Mouguerre Cadre de vie

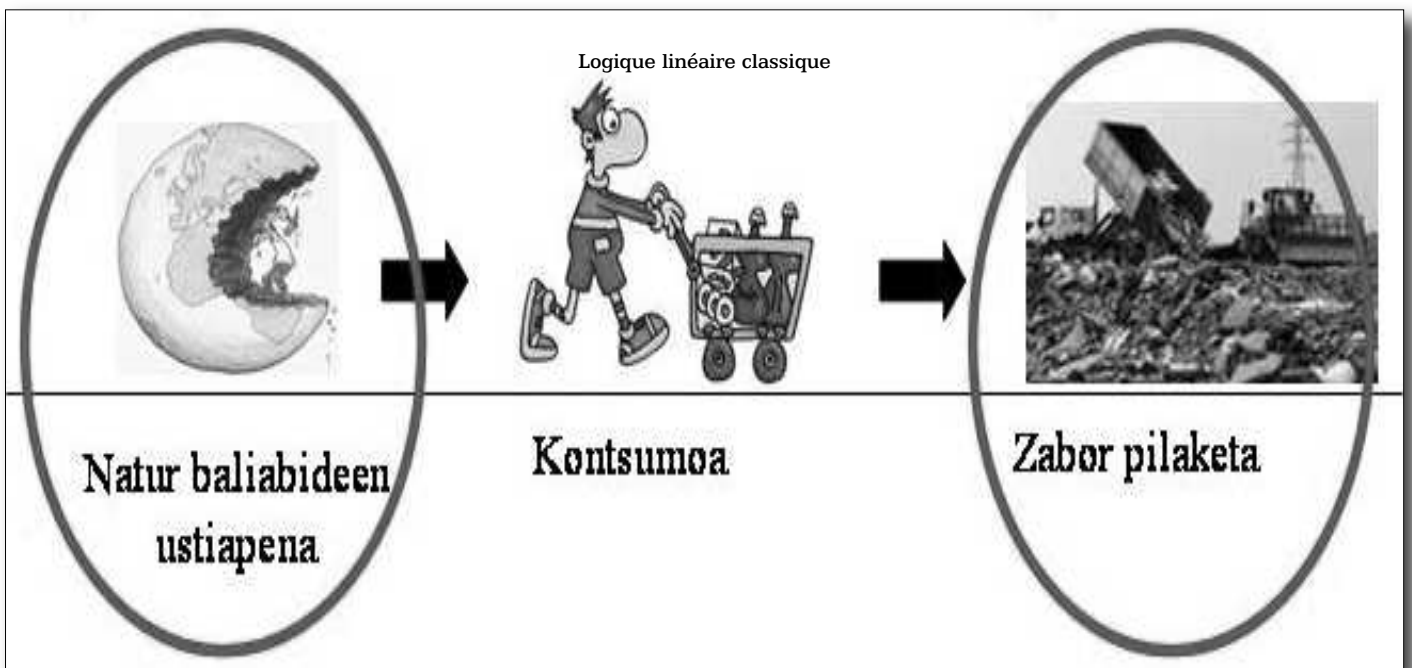
2011KO URRIAREN 20AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

AINHOA ARROZPIDE, USURBIL ZERO ZABOR ETA GIPUZKOA ZERO ZABOR-EKO KIDEA

Changer de logique

Le taux de déchets recyclés et réutilisés à Usurbil est passé de 23% à 82% dès la 1^{ère} année d'implantation du système de collecte de déchets porte à porte dans cette commune



Ainhoa Arrozpide, membre de Gipuzkoa Zero Zabor (Zéro Déchet) nous décrit l'action menée par ce mouvement social en Gipuzkoa pour la promotion du tri sélectif porte à porte des déchets. C'est une révolution culturelle dans le domaine des déchets où la sensibilisation et l'implication des citoyens ainsi que la logique cyclique (diminuer la production ainsi que la consommation de biens matériels pour baisser la quantité des déchets, transformer cette production pour qu'elle soit totalement recyclable et re-utilisable) sont mises en avant. Les résultats obtenus dans 4 villes cumulant 40 000 habitants sont extrêmement encourageants : diminution par 4 du nombre de déchets non recyclés et non ré-utilisés !

Zero Zabor hitz laburretan...

Gipuzkoa Zero Zabor (GZZ) Gipuzkoan kokatzen den gizarte mugimendu bat da. Taldeak, erakundeak nahiz pertsonak biltzen ditu.

GZZk Gipuzkoa "Zero Zabor Lurraldea" izatea bilatzen du, alegia, zabor isurketa zerora hurbiltzea nahi du. Erraustegiaren mehatxuari aurre egiteak hondakinen arazoari begira jarri gintuen, hau konponduta errauste-planta eraikitzea galaraztekoan. Horrek hondakinen arazoaren gakoetaz jabetu arazi gaitu.

Ni GZZen sartu nintzen hondakinekin dugun arazoaren aurrean zerbait egin nahi nuelako. Arazoaren erroetara joan eta irtenbideak proposatzen dituen taldea da GZZ eta bertan nire denbora libreka eskeintzeko asmoz gerturatu nintzen.

Zein dira ikuspuntu ezberdinak zaborren arloan?

Arazo bakarra dago eta guztioi dagokigu. Hondakin kopuru handia 400kg/biz/urteko sortzen dugu eta gainera hondakin gehienak nahastuta biltzen ditugu, zabor bihurtuta berreskuratu ezinik.

Emaizta horiek "Sistema Lineal edo Zuzena"ren ondorioz datoz.

Materialak norabide bakarrean bidaia-tzen dute: ustiatu-kontsumitu-bota.

Horrek arazoak sortzen ditu bi muturretan:

✓Natur baliabideak geroz eta gehiago ustiutzen dira

✓Geroz eta zabor eta kutsadura gehiago dugu.

Guzti horretarako irtenbidea magikotzat Errauste-Planta eskaini digute erakunde-etatik.

Gure ustez, konponbidea sistema aldatzean dago.

Aipaturiko sistema lineala edo zuzena baztertu eta sistema zirkularraren aldeko apustua egitean datza.

Erabilitako materialak berreskuratu eta berriz zikloan sartzeko baliabideak jarri behar dira. Kalteak bi muturretan sahistuz:

✓Produktu berriak ekoizteko natur baliabideen beharra ekidinez

✓Zabor kutsadura sortzea sahistuz Zirkulua ixteaz gain txikitu ere egin beharra dago.

Zero Zabor diogunean ez gara adierazpen soil batetaz ari.

Ingurumena ta osasuna lehenetsi nahi bada neurri zehatzak hartu behar dira.



Ainhoa Arrozpide

Programa zehatzak behar dira, helburu eta epe zehatzekin:

✓Ahalik eta hondakin gutxien sortze-ko politikak ezarri.

✓Sortzen dena, birziklagarria izan dadila, berriro lehengaiak berreskuratuz.

✓Produktua merkaturatzen duena da, produktu horren bizitza-ziklo guztiko arduradun, hondakin bilakatzen denean ere bai.

Hiru mailetan eragin behar da: murriztu, berrerabili, birziklatu.

Zero Zabor pratikan emaitzearen ondorioak zein dira?

Gipuzkoan eta Euskal Herrian ez dugu Zero Zabor programarik zoritxarrez. Eta ezin hitzegin emaitzetaz.

Baina munduan zehar baditugu hiri eta herrialdeak norabide horretan lanketa serioa eta txukuna egiten ari direnak: San Francisco, Seattle, Buenos Aires, Camberra, Italiako Iparraldeko hainbat herri...

Guk, eragiteko maila batek sorturiko emaitzetaz hitzegin genezake.

Birziklapenaren atalean Bilketa Sistema eraginkor bat dugu Gipuzkoako 4 herrietan.

Ia 40.000 biztanle ari gara Atez Ate Hondakinen Bilketa Sistemarekin.

Aldaketa txiki honekin erabat irauli dugu hondakinen errealitatea eta azken tratamendua baldintzatzeraz ere irits gaitezke.

Bilketa sistema aldatu aurretik Usurbilen hiri hondakinen %23ko gaikako bilketa datua genuen (2008).

Atez ateko hondakinen bilketarekin %82ra iritsi ginen (2009). 2010ean datu hau hobegotu dugu %87ra iritsiz (etxebizitza, komertzio eta industriguneak barne).

Atez ateko bilketak ondorio hauek izan ditu:

✓Zabortegira isurtzen dugu kopurua %76 tik %18ra jeistea. Gipuzkoa guztian eredu hau martxan jarri ezkerro errauste-plantaren beharrik ez genuke izango. Beste kudeaketa bat posible dela erakutsi dugu.

✓Ekonomikoki bideragarria. Beste bilketa ereduak baina merkeagoa da.

✓Lanpostu zuzenak sortzen ditu.

✓Ingurumena eta osasuna lehenesten ditu.

✓Herritarren parte hartzea sustatzen du.

✓Ingurumenarekiko kontzientzia-zioa aregotzen du.

Zein dira probintzia mailan GZZek aurrera eramaiten dituen pausuak?

Hondakinen arazoa errauste-plantaren mehatxua baino askoz zabalagoa da.

Horri erantzun bat eman beharrak bul-tzatzen gaitu lanera.

Arlo honetan jakituria eta informazioa jaso dugu eta iruditzen zaigu, orain eskueran dugun hori hedatzen ahalegin-du eta Gipuzkoan zehar zabaldu behar dugula horren berri, eta kontzientzia hori piztu.

Gauzak horrela, GZZk bi aldarrikapenen inguruan antolatzen du bere ekimena:

✓Eraiki nahi duten errauste-plantarentzako moratoria eskaera. Dauden alternatibak aztertzeo aukera izateko.

✓Gipuzkoa osoan Zero Zabor programa zabala ezartzea, ondorengo ataletan banatuta:

- Bilketa sistema eraginkorra
- Birziklapena
- Konpostajea
- Birziklagarriak ez diren materialak pro-dukzioetik baztertzea
- Ikerketa

Taldean zein bakarka herritarrak norabi-de honetan lanean jartzeko bitartekoak eskeintzea da GZZen egitekoa.

Guztion lana antolatu, osatu eta eta eskura tresna egokiak jartzea.

Egun jada zazpi dira Gipuzkoan dauden Zero Zabor taldeak.

Eta zer gogoeta egiten ahal da Euskal Herri mailan gai horri buruz?

Herrialde bakoitzaren egoera ezberdina da. Banan banan aztertu beharko lirateke. Arazoa eta irtenbidearen inguruan ezjakintasuna eta desinformazioa handia da. Guztiek Zero Zabor norabidean pausuak ematen hasi beharko lukete. Amesten dugun Euskal Herriak eredugarria izan beharko luke hondakinen kudeaketan.

Urriaren 22an iparraldetik Zero Zabor zuzenean ezagutzeko parada ukanen dutenei ohar berezirik?

Italian eta Kataluinar Herrialdeetan aspalditik abian den hondakinen bilketa siste-ma bertatik ezagutzeko aukera izango dutela. Egun berean herri ezberdinetan (Usurbil eta Hernanin) hondakinen irten-bidea badutela ikusteko aukera, galdera eta zalantzak argitzeko...

Galdu ezin daitekeen aukera paregabea!



D'autres systèmes de traitement des déchets sont-ils possibles ?
VISITE GUIDÉE :
 le samedi 22 octobre
 à Usurbil et Hernani,
 ouverte à toutes et à tous.
Inscription indispensable et organisation du co-voiturage, voir d'un bus (si il y a assez de gens intéressés) au 05 59 25 65 52 .

Konponbidea zein da?
Zero zabor: Eredu zirkularra

Zirkulua itxi eta txikitu

Zero zabor printzipioa
 Produktu bat ezin bada berrerabili eta birziklatu.
 Bi aukera: Birdiseinatu ala sistematik baztertu.

Egiatzko iparra

Finlandiarra

Iraila hastapenean, «*lekzione emaille*» famatua den Bernard Debré ministro eta deputatu ohiak Eva Joly-ri mezu bat igorri dio. Bertan galdatzen zion zergatik ote zuen Joly andereak senditu Frantzian behar zela frantses hizkuntzaren hegemonismoaren kontra borrokatu eta ondorioz eskualdeko hizkuntzer bizia eman!

Adibide aintz erabiliz Debré-k nahi ukan du erakutsi nola holako xede batzukin Frantzia «*zapartatuko*» zen eskualde ia autonomo batzutan, bakotxak auzoarekiko hizkuntza ezberdin bat ukanean zuelarik... Hortarako erabili du Parise-Bretainia edo Parise-Euskal Herri-aren egiten duen tren bateko kontrolatzailearen adibidea. Pentsa ezazue kontrolatzailearen «*ezin jasana*»! Alabaina aldi oro hiruzpalau hizkuntza beharko lituzke menperatu, Debré-ren aburuz!

Hori guzia aski ez balitz, Debré-k bere gutunari argi eta garbi erraiten zakon Eva Jolyri bere proiektuek Frantzia hautsiko zutelara, bere nazioarte mailako dirdira galaraziko eta bere herritarrak horrela gaztigatuko...

Holako «*kokoriko desesperatuek*» ez digute ahantzarazi behar Frantses Estatuko hizkuntzen kudeatzeko ereduak ez dela bakarrik! Eta eredu zaharkitu horrekin denbora galtzeko ordez, Debré-k behar luke Ipar Europan zer gertatzen den ikusi!

Eskandinabiarrak herriak, usu eredutzat hartuak dira hezkuntza, enplegu eta kohezio sozial arloetan. Hizkuntza politikan ere eredugarriak dira!

Finlandian, suediar hizlariak jendartearen %5,6a badira ere (300 000ko bat), Konstituzioak ezagutzen ditu bi hizkuntza ofizial Finlandiako lurraldean: finlandiera eta suediarra.

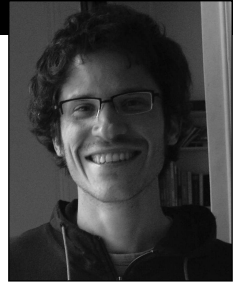
Lege batek segurtatzen du suediar hizlariari beren hizkuntzaren erabiltzeko posibilitatea gobernuak zerbitzuekin eta herri elebidunetan, legedi eta dokumento administratiboan suedieraz lortzeko parada, etab.

Azkenik, Finlandian argi dute hizkuntza batentzat baitezpadakoa dela desiragarria izatea. Hizkuntza baten hitz egiteko gogo eta desira desagertzen delarik, haren egoera eta geroa larriak bilakatzen dira. Hots, Finlandiako bi hizkuntza ofizialentzat ere mezu baikorrak aintzinean eramaiteko beharra azpimarratzen dute!

Dudarik gabe Euskal Herriak eredu eta iparrez aldatu beharko du!

GILDAS JOSSEC

Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (aitec.reseau-ipam.org)



Illégitime G20

“Le G20 ne pose pas les vrais problèmes, par contre il pose un vrai problème!”

Quel est l'enjeu officiel du G20 ?

Si je peux répondre sur le ton de l'humour : l'enjeu officiel du G20 de Cannes, il n'y en a pas !

On s'est aperçu il y a déjà quelques temps que le G20 n'apportait pas de vraies solutions à la crise globale.

Et on s'est également rendu compte qu'une raison à cela était qu'il ne posait pas les vrais problèmes !

Donc l'enjeu de ce G20 est faible : des recommandations, quelques rappels à l'ordre mais pas de surprise puisque le G20 est miné par ses contradictions internes et n'a aucune légitimité pour prendre des décisions.

Le G20 de M. Sarkozy était bien une année de communication mais absolument pas de décision.

Pourquoi se mobiliser contre ce G20 ?

Si le G20 ne pose pas les vrais problèmes, il pose par contre un vrai problème !

Il joue bien un rôle. Un rôle néfaste.

Il a une capacité de nuisance et ne rien lui opposer, contestation et alternatives, serait le considérer comme inoffensif.

Ce qu'il n'est pas, loin de là.

Donc l'enjeu pour nous, coalition G8 G20, est de dire que les solutions à la crise globale ne peuvent pas venir des 20 pays les plus riches de la planète.

Nous y dénonçons cette enceinte illégitime et mettons en avant nos alternatives et nos contre-propositions. On se mobilise face au G20 avant tout pour mettre en lumière les alternatives que l'on porte, notre expertise de société civile organisée.

Par exemple, alors, que le G20 fera certainement une déclaration sur le problème de la dette souveraine et donc des politiques d'austérité appliquées partout en Europe, nous débattons de la légitimité de cette dette et prolongerons les premiers contacts que nous avons amorcés pour lancer des audits de la dette dans plusieurs pays européens à l'image de ce que les mouvements latino-américains ont fait dans les années 90.

Comment se mobiliser contre le G20 ?

Le sommet des peuples que la coalition G8 G20 se tiendra du 1^{er} au 4 novembre à Nice. Le 1^{er}, une grande manifestation déambulera dans le centre-ville de Nice. Elle finira par un concert avec notamment HK et les Saltimbanks.

Les 2 et 3 novembre seront consacrés aux alternatives, avec des débats et des actions thématiques notamment une grande action le jeudi matin à Monaco, célèbre paradis fiscal, pour dénoncer l'hypocrisie du G20 qui avait annoncé la fermeture des paradis fiscaux en 2009.

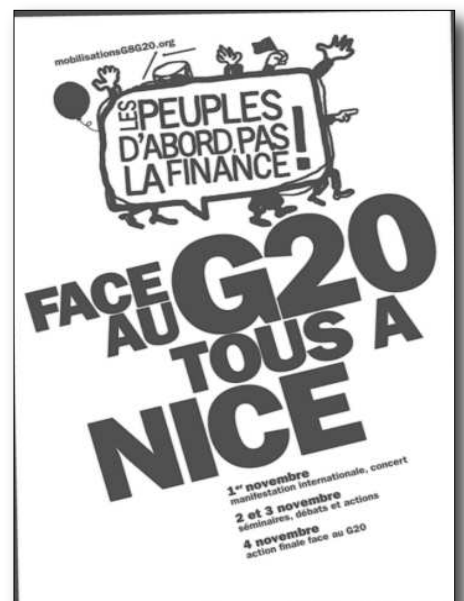
Le mercredi soir en soirée, un banquet des alternatives est également prévu. Il se fera l'écho des mouvements en cours, les relatera et confortera les liens qui existent déjà entre toutes ces luttes.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Pour le contre G20, réserver sa place dans les bus qui partent de nombreuses villes françaises et nous rejoindre à Nice !

Plus tard, Durban en décembre sur le changement climatique, Marseille en mars pour le Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) et Rio+20 en juin pour éviter que la Terre ne devienne une marchandise !

□



La télé et le net "dès le biberon" ...

La lecture demande plus d'effort et de formation pour rester attrayante...

Dernières données issues de l'étude du Gouvernement Autonome Basque sur les habitudes d'usage concernant la télévision et internet. Le dossier est téléchargeable en euskara (*) et montre l'importance de ces médias devant lesquels les enfants passent plus de temps qu'en classe.

"Zertan ari zara? Telebista ikusten ari naiz".

Esaldi arrunta da gure eguneroko bizitzan. *Ikustea* jarduera pasiboa da; *begira-tzea*, ordea, aktiboa. Zaila da pentsatzea telebistak jarrera aktiboa sustatzen duela. Baina izan liteke. Hego Euskal Herriko haurrek, egunero, hiru ordu eta erdi ematen dituzte telebista ikusten. Europako edozein herrialdek antzeko datuak ditu.

Nola irakurketa bultza?

Irakurtzen hasi aurretik trebatu egin behar da, eta horrek saiaterak eskatzen du. Bestela, oso zaila izaten da testu idatzi batean gustura sentitzea. Telebista ikusteko, ez dago trebatu beharrik.

Telebistaren aurrean jarri eta eragina berehalakoa da. Beraz, liburu batek ezin dezake telebistarekin lehiatu, hasiera batean behintzat. Kasu horretan, garrantzitsua da aipatu dugun trebakuntza-kontzeptua kontuan hartzea.

Hortaz, erlojua eskuetan duzula, jarri ordutegi bat irakurtzeko, eta beste bat -mugatuago- telebista ikusteko.

Bi kasuetan komenigarria da pertsona heldu bat ondoan egotea eta umeak egiten duen jarduera bera egitea. Haurrak eredu bat behar du imitatu ahal izateko.

Interneta gero eta gazteago

Teknologien erabilera aztertzeke egin den azken ikerketa baten arabera, 'haurrek, batez beste, helduek baino gehiago erabiltzen dute Internet'. Datu deigarria, benetan.

Hori da Komunikabideak Aztertzeke Elkarteak (AIMC) 2004an egin zuen 'Interneteko erabiltzaileei egindako seigarren inkesta' ren ondorioetako bat.

Datu horien arabera, Interneten erabiltzaileen erdia 8-13 urte bitarteko haurrak dira. Haur gehienak etxetik sartzen dira Interneten, eta webean nabigatzeko, txateatzeko eta sarearen bidez jolasteko erabiltzen dute batik bat. Nafarroako Unibertsitateak egindako azterketa baten arabera, 11 urteko haurren %64k bakarrik nabigatzen dute sarean, inolako kontrolik gabe, horrek dituen arriskuak kontuan hartu gabe.

(*) www.ehige.org/familiatelevisioninternet/im/Guraoentzako%20gida.pdf



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Patxoki
23 Tonnellers karrika
Baiona

STOP G20

G20-aren kontrako gaurdia

PATXOKI

G20-aren aurkezpena
Proiekzioa

DJ Aloe Vera
Douglas And Douglas
Sound System

Urriaren 21a ostirala
19:30

G20-aren kontrako manifestatzaileentzako autobusa (Nice-i) azaroaren 1ean xehetasunak eta izen emaitza: 05 59 25 65 52 - info@bizimugi.eu

G20-ARI ERANTZUN DENAK NICE-ERAT

LEHENIK HERRIAK ERANTZARI EZ

AZAROAREN 1A NAZIOARTETKO MANIFESTALDIA

EUSKAL HERRIA AUTOBUSEZ

EH NICE

ABIATZEA URRIAREN 31an ASTELEHENA - Irun 20:00tan, Donibane Lohitzune 20:20tan, Baiona 20:45tan
ITZULTZEA AZAROAREN 2an ASTEAZKENA - Baiona 11:15tan, Donibane Lohitzune 11:40tan, Irun 12:00tan
Xehetasunak eta izen emaitza: 05 59 25 65 52 - info@bizimugi.eu

MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
+ 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



est l'intérêt des citoyens? Il n'est pas facile de le discerner, mais on peut quand même en profiter pour essayer de mettre à jour ce qu'est vraiment Ikea, et voir si son arrivée est une aubaine, ou au contraire un pas de plus vers une société qui nous a conduits aux crises que nous connaissons.

ie tourné vers la extrême

De plus, Ikea est synonyme de consommation compulsive jetable, participant ainsi à la destruction de matières premières et à la crise écologique. De ce point de vue d'ailleurs, il faut comprendre le système Ikea: vous entrez dans un magasin où le cheminement est imposé. Il faut



Ikea

minimum 1 heure pour faire le circuit, 2 heures si vous le faites avec un peu d'intérêt et quand vous sortez, vous passez obligatoirement par une zone où sont vendus une foule d'objets peu chers. Et c'est là qu'intervient l'achat compulsif: vous ne venez pas de passer autant de temps dans un magasin pour en sortir les mains vides? Alors vous achetez, 1 euro le décapsuleur à bouteille rigolo, 2 euros un torchon, 3 euros un coussin, 5 euros une table basse, votre honneur de consommateur est sauf! Avec 8 millions de visiteurs Bayonnais prévus, cela fera finalement beaucoup d'achats inutiles.

Vous n'avez même pas la consolation de penser que votre argent circule et permet au plus grand nombre de vivre. En effet, non seulement il est connu que 1 emploi créé dans la grande distribution en détruit 3 dans le commerce de proximité, mais en plus, en choisissant Ikea, vous choisissez une entreprise au montage financier très complexe, avec des ramifications vers des paradis fiscaux et régulièrement accusée de fuir taxes et impôts.

Vous ne pouvez même pas penser que vous avez amélioré le sort des employés de votre région:

outre la destruction d'emplois dans d'autres commerces, les salariés d'Ikea vont devoir travailler jusqu'à 22h, et le dimanche, risquant d'entraîner avec eux les employés des autres enseignes qui chercheront à s'aligner. Tout cela mène à une dégradation des conditions de travail.

De surcroît, vous risquez de mettre des bâtons dans les roues de toutes les initiatives de consommation basées sur les circuits courts et la qualité, bien au-delà de l'ameublement. Des agriculteurs flamands ont manifesté à plusieurs reprises pour dénoncer le fait qu'Ikea vende un steak-frites à 2,50 euros, dévalorisant et mettant en péril la filière qualité du bœuf belge. A Ametzondo une très grande quantité de restaurants est prévue.

L'arroseur arrosé ?

KEA est donc une entreprise organisée autour du transport à très grande échelle, contribuant aux émissions de CO², qui se traduit par une fréquence accrue des événements climatiques dits exceptionnels, notamment des fortes pluies.

Il est à noter d'ailleurs que la station météo d'Anglet a revu ses statistiques entre 1999 et 2007: les précipitations exceptionnelles qui n'avaient auparavant qu'une fréquence centennale (c'est à dire dont l'importance faisait que statistiquement elles ne se produisaient que tous les 100 ans) ont à présent une fréquence trentennale (tous les 30 ans!). C'est donc que la fréquence des événements pluvieux augmente réellement, ce n'est pas une lubie de quelques écologues, mais un fait vérifiable et déjà quantifiable.

Or Ikea veut s'installer sur un des derniers sites permettant une absorption de l'eau en cas de fortes pluies, site protégeant donc les quartiers environnants des inondations: le site d'Ametzondo. Jusque-là inconstructibles, ce sont 12 ha supplémentaires qui vont

être imperméabilisés. Les quartiers avoisinants la zone d'Ametzondo ont connu depuis les travaux des ASF 3 inondations majeures, et l'implantation d'Ikea ne va faire qu'aggraver cette situation. Il est probable que des recours soient déposés à ce sujet. Le terrain est d'autant plus inapproprié que pour que le projet se réalise, il fallait que les communes donnent une dérogation pour pouvoir construire à 30 mètres des axes des autoroutes, au lieu des 100 mètres réglementaires. Dérogation que les communes ont accordée, niant ainsi les problèmes de pollution de l'air aux abords de l'autoroute et les risques de cancers et maladies cardiovasculaires des futurs employés de la zone commerciale. Mouguerre cadre de vie a attaqué la dérogation au tribunal administratif.

Un obstacle de plus pour l'installation d'Ikea, mais faut-il s'en plaindre?

Pour suivre l'actualité du projet Ikea: www.mouguerrecadredevie.fr



Relevons le défi

À l'occasion de son centenaire ELA, Euskal Langileen Alkartasuna, a renouvelé son engagement à regrouper tous les travailleurs et travailleuses d'Euskal Herria pour œuvrer à leur défense et la réalisation de leurs aspirations, autour des valeurs de justice et de liberté. Ces valeurs, loin d'être des concepts abstraits, ont alimenté et alimentent encore la lutte solidaire de milliers d'hommes et de femmes, travailleurs et travailleuses, qui s'évertuent à améliorer leurs conditions de travail et à agir pour une société plus juste. Nous publions ci-après quelques extraits de la Déclaration du centenaire adoptée par le Comité national d'ELA le 23 juillet 2011.

Notre engagement de classe

DANS le contexte d'une crise multidimensionnelle —écologique, démographique, économique, politique, démocratique...— ELA affirme que le système capitaliste, basé sur le bénéfice privé immédiat et exclusif, convertit en norme l'exploitation du monde du travail, l'oppression des peuples et la destruction de la vie et des ressources de la planète. C'est pourquoi, comme cela figure dans sa *Déclaration de principes* (1976), ELA défend *"une société d'hommes et de peuples libres"* réalisable dans un socialisme capable de mettre la personne humaine ainsi que son contexte social et environnemental au centre de ses préoccupations et de son action. Nous assistons à un rapport de forces —sur les plans international et local— absolument



Amaia Muñoa
Secrétaire-adjointe
chargée des relations avec Iparralde

déséquilibré entre le capital —productif et financier— et le monde du travail. Le chômage, l'insécurité et la vulnérabilité sociale, la précarité du travail, la crise de la protection sociale et la non reconnaissance du travail productif, la pauvreté et l'exclusion sociale, les chantages lors de la négociation collective ou la peur de se retrouver sans emploi... sont quelques unes des conséquences les plus directes et cruelles de l'hé-

gémonie actuelle des politiques néolibérales. Tout cela est possible, en grande partie, à cause de la soumission croissante des pouvoirs politiques aux diktats des pouvoirs économiques, et à leur renoncement à assumer un rôle d'équilibre minimum.

Ces fractures sociales vont de pair avec les fractures démocratiques. D'une part, parce que sans garanties économiques, sociales et culturelles minimales pour l'ensemble des citoyens, il est impossible d'atteindre l'égalité fondamentale qui doit être à la base même du système démocratique. D'autre part, nous assistons à une répression croissante de l'exercice des libertés fondamentales (manifestation, grève, négociation collective...) et de l'action revendicative. De même, les institutions réduisent les possibilités des organisations sociales contestataires d'accéder à de l'information qui devrait être publique, et la participation populaire est dévaluée. Pour ELA, l'alternative au néolibéralisme passe aussi par l'affirmation des droits économiques et sociaux et des libertés politiques de tous et toutes.

[...]
Cent ans après sa naissance, ELA affirme que le syndicat continue d'être le principal moyen, et le plus efficace, pour lutter en faveur des conditions de vie et de travail des travailleurs et travailleuses dans la perspective d'une société plus juste. Et, comme l'affirme sa Déclaration de Principes, ELA est ouvert à *"tout travailleur d'Euskal Herria, quels que soient son origine, ses croyances, sa pensée ou son appartenance politique"*. Dans cette recherche de légitimité auprès de la base, ELA renouvelle aussi son propre engagement démocratique en misant sur la participation croissante des adhérent(e)s au débat et aux prises de décision concernant les programmes, les propositions et les actions de la Confédération et de ses organisations professionnelles et territoriales.
[...]

Notre engagement a

L'INDÉPENDANCE mentionnée ci-dessus et acquise par notre projet syndical a permis à ELA de revoir et d'abandonner définitivement la référence au statut d'autonomie et, en parallèle, la philosophie néo-foraliste. Ce cadre politique a été abîmé et amputé unilatéralement par l'Etat espagnol. Les gouvernements espagnols successifs, incapables d'assumer la moindre reconnaissance du fait national, utilisent en outre ce statut d'autonomie comme une vulgaire mar-



Adolfo Muñoz
Secrétaire général d'ELA

chandise négociée contre l'appui parlementaire aux politiques qui, en pleine crise économique et sociale, servent les intérêts du pouvoir économique.

Deux exemples montrent clairement les carences de ce statut d'autonomie pour les travailleurs et travailleuses du Pays Basque Sud. Le premier est le processus permanent d'amputation des droits professionnels et sociaux décidés dans l'État central (réformes du code du travail, négociation collective, réforme des retraites et des allocations chômage). Le second concerne les politiques d'emploi qui ont été transférées sans capacité de décision et avec l'obligation d'appliquer minutieusement les politiques désastreuses décidées à Madrid.

La référence au statut d'autonomie n'arrive

Agenda élargi pour

[...]
Outre tous ces combats, la question de l'environnement en général et celle du changement climatique en particulier devront occuper une place plus importante dans l'agenda du syndicat. Dans les prochaines décennies, la lutte pour stopper la destruction et la marchandisation croissante de la planète revêtira une importance historique comparable à celle de la naissance du mouvement ouvrier pour imposer des limites à l'exploitation du monde salarié. C'est pourquoi, en plus du débat incontournable portant sur le partage de la

bertzale

plus aujourd'hui à susciter l'adhésion concrète des gens en Euskal Herria et elle constitue encore moins un levier politique suffisant en terme d'auto-gouvernement, même si elle est encore utilisée comme un moyen de reconnaissance politique (par rapport à l'État et par rapport au Pays Basque) par certaines forces politiques basques.

Dans ce contexte, ELA considère urgent que les forces qui défendent la souveraineté définissent des contenus minimums et se mettent d'accord sur un calendrier de travail commun qui permettront d'avancer vers la pleine liberté de notre peuple. La capacité d'intégrer des acteurs dans cette dynamique et l'engagement de n'en exclure personne seront, sans aucun doute, le meilleur des thermomètres de l'authenticité du travail en commun à impulser. D'une manière strictement civile et démocratique, il faut gagner l'adhésion croissante à ce projet dans la société; il faut susciter l'espoir, pour chacun des projets sur leurs terrains respectifs, auprès d'une base militante concrète travaillant au sein de la société pour faire avancer ces objectifs.

[...]

Dans ce contexte de lutte nationale, ELA veut également souligner l'importance du fait nouveau et fondamental que plus aucune force politique basque ne défend aujourd'hui la lutte armée comme moyen d'action politique. C'est pourquoi ELA appelle fermement les États espagnol et français à saisir les opportunités pour la paix que constituent, d'une part le cessez-le feu et la proposition de vérification internationale de cette situation faite par ETA et, d'autre part, le fait que des acteurs internationaux importants soient prêts à accompagner ce processus. ELA défend, comme nous l'avions écrit lors du dernier Aberri Eguna, un processus de dialogue et de négociation qui offre des "voies opérationnelles aux parties pour blinder un scénario définitif de paix". La violence doit disparaître définitivement; tout comme celle de l'État qui s'exprime par une politique pénitentiaire inhumaine, par la poursuite de la torture, par l'illégalisation d'organisations publiques ou par des procédures judiciaires qui n'ont pas d'équivalent dans les démocraties voisines.

un nouveau siècle

richesse, le syndicat devra faire siennes les interpellations sur ce que l'on produit, comment et pourquoi on le produit, sur ce que l'on consomme et comment on le consomme... ELA a en commun avec ce combat son axe le plus fondamental, celui d'affirmer que l'objectif de l'activité économique doit être le bien-être de toutes les personnes dans toutes ses dimensions: physique, psychologique, professionnelle, sociale... et également environnementale.

[...]

Comité national d'ELA,
23 juillet 2011

17 octobre 1961

1 7 octobre 2011. Il y a cinquante ans, à Paris, les forces de police, agissant sous les ordres du préfet Maurice Papon, se livraient à une véritable chasse à l'homme: plus de 14.000 manifestants, qui s'étaient rassemblés pacifiquement à l'appel du FLN pour protester contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé depuis le 5 octobre, furent arrêtés — presque un sur deux —, frappés souvent et détenus parfois pendant plusieurs jours.

Voici comment l'historien Gilles Manceron, auteur du livre "La triple occultation d'un massacre", parle de cette page honteuse — parmi tant d'autres — de l'histoire de la France:

«A cinq mois de la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, Paris a été le lieu d'un des plus grands massacres de gens du peuple de l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale. Ce jour-là, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent pacifiquement contre le couvre-feu qui les vise depuis le 5 octobre et la répression organisée par le préfet de police de la Seine, Maurice Papon. La réponse policière sera terrible. Des dizaines d'Algériens, peut-être entre 150 et 200, sont exécutés. Certains corps sont retrouvés dans la Seine.

Pendant plusieurs décennies, la mémoire de cet épisode majeur de la guerre d'Algérie sera occultée. Il y a eu une volonté de faire le silence de la part des autorités françaises. En premier lieu, bien sûr, les autorités impliquées dans l'organisation de cette répression: le préfet de police de la Seine, Maurice Papon, le premier ministre, Michel Debré, ainsi que Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Mais également le général de Gaulle, qui de toute évidence a pourtant été très irrité par cet épisode. Il a néanmoins voulu tirer le rideau sur cette affaire et fait en sorte que les Français passent à autre chose. Sur le moment, il y a eu censure de la presse, avec l'empêchement des journalistes à se rendre sur les lieux de détention des Algériens, par exemple. Et puis très vite, les instructions judiciaires ont été closes sans aboutir. Il y en a eu une soixantaine, elles ont toutes débouché sur des non-lieux. Une volonté d'oubli judiciaire, qui s'est combinée avec les décrets d'amnistie, qui couvraient les faits de maintien de l'ordre en France, une difficulté à accéder aux archives, l'épu-

ration d'un certain nombre de fonds... tout cela a contribué à ce phénomène d'occultation.

Les négociations d'Evian entre des représentants français et ceux du FLN s'ouvrent en mai 1961. A ce moment-là, on pouvait penser que le sort de la guerre ne pouvait déboucher que sur une indépendance. C'était la volonté du général de Gaulle, approuvée par les Français et les Algériens. En janvier 1961 un référendum avait donné une très nette majorité (75 %) en France métropolitaine comme en Algérie en faveur de ce processus.

Mais cette politique était contestée par un certain nombre de forces, parfois au sein même de l'appareil d'Etat. Le premier mi-



nistre, Michel Debré, qui avait été dessaisi du dossier algérien par de Gaulle, avait insisté pour qu'on lui laisse celui du maintien de l'ordre en France métropolitaine, et il a pu déployer une action qui prenait le contre-pied de l'action mise en œuvre par le général de Gaulle.

Pour ce faire, il s'entoura de Roger Frey, nommé au ministère de l'Intérieur en mai 1961 au moment où s'ouvrent les négociations d'Evian, en remplacement de Pierre Chafenet. Surtout, il obtient le remplacement fin août d'Edmond Michelet, le garde des sceaux, qui s'opposait aux méthodes brutales et illégales mises en œuvre par Papon. Il sera remplacé par Bernard Chenot, un homme jugé plus accommodant, ce qui laissera les mains libres à Papon pour se livrer à la répression du 17 Octobre».

Extrait de l'interview publié par le Monde
le 17 octobre 2011

preso

● **Porter un portrait passible de prison.** La justice espagnole n'épargne pas Josu Esparza. Interpellé une première fois le 6 septembre à Saint-Jean-de-Luz sur Mandat d'arrêt européen (MAE), libéré sous contrôle le 7, passé le 9 devant la Cour de Pau, le voilà une nouvelle fois appréhendé à la date du 13 octobre, cette fois-ci à son domicile d'Ahetze. L'ex-militant d'Ekin est poursuivi, dit-on, pour avoir brandi la photo d'un preso, lors du passage de la Korrika à Pampelune! Il a toutefois été remis en liberté dans l'attente de sa comparution.



Officialisation

● Jean Haritschelhar

LE dernier numéro d'*Enbata* (13 octobre 2011, n°2198) rapportait les propositions des deux finalistes de la primaire socialiste ou encore "citoyenne" comme le caractérise M. Baylet, François Hollande et Martine Aubry, ainsi que celle d'Eva Joly qui défendra les couleurs ou plutôt la couleur verte d'Europe Ecologie-Les Verts.

"Je suis pour que les langues régionales soient reconnues et parlées" déclare François Hollande qui ajoute qu'il demandera au Parlement une modification de la Constitution pour ratifier la Charte des langues régionales.

Interrogée en Bretagne, Martine Aubry propose un enseignement obligatoire du breton "sauf désaccord exprès des familles". C'est, assurément, un pas en avant par rapport à la revendication d'un enseignement où les parents proposent et le pouvoir dispose, alors que dans le cas exposé par Martine Aubry c'est le pouvoir qui propose et les parents qui disposent. L'idée d'"obligatoire" fait son apparition liée à la liberté de refus.

Quant à Eva Joly elle est, elle aussi, pour la reconnaissance des langues régionales et dénonce "la volonté hégémonique d'imposer l'unique langue française". Selon elle, et sur ce point elle rejoint Martine Aubry, "on ne peut pas imposer l'enseignement des langues régionales, mais on peut imposer l'offre".

La "reconnaissance" des langues minori-

taires est donc à l'ordre du jour, mais il y a des degrés dans la reconnaissance. A vrai dire, les langues de France autres que le français sont "reconnues" d'une certaine manière puisqu'elles figurent à l'article 75 de la Loi fondamentale comme "appartenant au patrimoine culturel et social" de la France. On franchit un pas dans la "reconnaissance" avec la loi de l'offre qui l'emporte sur la demande, celle qui suppose de la part du peuple, en l'occurrence les parents, la liberté du refus ou de l'acceptation. Enfin, la "reconnaissance" totale est celle de l'officialisation dans l'article 2 de la Constitution qui déclarerait que le français est la langue officielle de la nation et que chacune des autres langues de France est officielle dans le territoire où elle est parlée, c'est à dire pour l'euskara les trois provinces historiques du Labourd, de la Basse-Navarre et de la Soule. Avec l'officialisation l'offre ne se limite pas uniquement à l'enseignement, mais s'impose à tous les actes de la vie quotidienne, y compris dans l'administration, donnant à chacun la liberté dans le choix de la langue.

Parmi les langues de France, la seule qui possède une Académie est la langue basque. Euskaltzaindia, depuis sa création en 1918-1919, est l'institution destinée à veiller sur la langue et à la promouvoir. Réunie à Biarritz en juin 1994 elle a, sur ma proposition alors que j'en étais le président, fait la demande d'officialisation aux autorités françaises (président de la Ré-



On franchit un pas dans la reconnaissance avec la loi de l'offre qui l'emporte sur la demande, celle qui suppose de la part du peuple, en l'occurrence les parents, la liberté du refus ou de l'acceptation."

publique, premier ministre, présidents des Assemblées et divers ministres) par un courrier pour lequel il n'y a eu aucune réponse, tout juste l'accusé de réception de M. Pasqua, alors ministre de l'Intérieur qui, l'année suivante, allait signer la "reconnaissance de l'utilité publique" grâce aux interventions de MM. Bayrou et Lammour.

Il y a trois ans, lorsque l'Académie française s'est élevée contre l'introduction dans l'article 1 de la Constitution de la phrase "Les langues régionales appartiennent à son patrimoine", Euskaltzaindia, garante des droits de l'euskara, a adressé aux grands quotidiens dit nationaux tels que le *Figaro*, le *Monde*, *Libération* un droit de réponse à l'attitude des académiciens français. Aucun d'entre eux n'a publié ce courrier, ni, que je sache, n'en a accusé réception.

Que dire, dans ces deux cas, de la position des autorités qui nous gouvernaient en 1994, de la presse en 2008? Autisme, mépris; à vous, cher lecteur d'en juger.

Sur votre agenda

Urria:

● **Jeu**di 20, 18h30, **MIARRITZE** (Médiathèque). "Qu'est-ce que l'agriculture paysanne et durable?", film présenté par Michel Berhocoirigoin et Maryse Cachenaute.

● **Jeu**di 20, 20h, **BAIONA** (Patzoki). 3^{ème} anniversaire de Baionako Gazte Asanblada. Lucio Urtabia présente son livre "La

revolucion por et tejado" suivi d'un apéritif. **Samedi 22, 21h**, (MVC Polo Beyris). Concert de Mendeku Itxua, Bu Ta Gaz, Tortuga Sound.

● **Vend**redi 21, 17h, **BAIONA** (Kalostrape). Présentation de l'enquête "Eta gazteok zer?".

● **Du vend**redi 21 au dimanche 23, **KANBO**. Gaita egunak.

● **Samedi 22, 9h, USURBIL/HERNANI**. "D'autres systèmes de traitement des déchets sont-ils

possibles?" visite guidée organisée par Bizi.

● **Samedi 22, 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.

● **Samedi 22, 19h30, HAZPARNE** (Mendeala). Kantaldi Peio ta Pantxoa au profit d'Ezkia ikastola.

● **Mardi 25, de 18h à 20h, HAZPARNE** (Centre Helgar, 1^{er} étage). Atelier sur la conservation des semences organisé par Emaztek Diote.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Ikea, l'anti développement durable 4 et 9
Relevons le défi 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr